

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 11/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT20250370
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont

notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Eau de surface
- Risque suppression/projection
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance du point de rejet EP1	Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
2	Équipements de surveillance du point de rejet EP1	Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
3	Explosimètre au point de rejet EP1	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
4	Autosurveillance des points de rejet EP2 et EP3	Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
5	Équipements de surveillance des points de rejet EP2 et EP3	Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 3	Demande d'action corrective	60 jours
6	Suivi des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
11	Dimensionne	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ment du système de captation du bromométhane	18/01/2011, article 7.4.1		
12	Tableau d'analyse de risques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.4.1	Demande d'action corrective	60 jours
13	Entretien de la colonne d'abattage (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	60 jours
14	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Rétention des liquides	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
8	Caractéristiques du point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.6.2.2	Sans objet
9	Conformité à l'étude de sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.4.1	Sans objet
10	Fiabilité des disques de rupture	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance du point de rejet EP1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans l'attente qu'il soit satisfait aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, l'exploitant assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure quotidienne du pH, du COT et de la DCO sur les eaux prélevées au point de rejet EP1 par le préleveur automatique [...]. <p>Ces résultats sont déclarés dans l'application GIDAF.</p> <p>Tout dépassement des valeurs limites d'émission sur l'un de ces points de rejet est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans l'heure suivant son constat par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.11 de l'arrêté du 18 janvier 2011 susvisé ainsi que le toluène et le dichlorométhane est mesuré une fois par mois sur les points de rejet EP1, EP2 et EP3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la surveillance demandée a été mise en place à partir du 1^{er} avril.</p> <p>L'exploitant fournit un tableau avec les relevés des mesures journalières du COT, de la DCO et du pH entre le 1^{er} avril et le 17 avril, date de l'inspection, pour le point EP1. En dehors des jours de week-end, quatre mesures sont manquantes (COT le 02/04, pH le 09/04, COT et DCO le 15/04). Les mesures de pH et de DCO relevées respectent les VLE applicables. Les concentrations en toluène et en dichlorométhane n'ont pas été mesurées depuis la notification de l'arrêté.</p> <p>Le 4 juin 2025, l'exploitant fournit le tableau actualisé avec les mesures réalisées jusqu'au 30 avril pour le point de rejet EP1. Entre le 17 avril et le 30 avril, l'ensemble des mesures journalières du COT, de la DCO et du pH ont été effectuées. Deux dépassements de la VLE pour la DCO sont à noter (53,2 mg/l le 26/04 et 58,9 mg/l le 27/04, pour une VLE à 50 mg/l). En outre, l'exploitant indique qu'un contrat de sous-traitance a été finalisé pour la mesure mensuelle du toluène et du dichlorométhane et qu'une première analyse avait été réalisée le 28 mai 2025.</p> <p>Le 12 juin 2025, l'exploitant fournit le tableau avec les mesures réalisées du 1^{er} au 31 mai pour le point de rejet EP1. En dehors d'un jour férié et de deux jours de week-end, l'ensemble des mesures journalières du COT, de la DCO et du pH ont été effectuées au cours de ce mois. Quatre dépassements de la VLE pour la DCO sont à noter (57,2 mg/l le 03/05, 56,5 mg/l le 04/05, 64,5 mg/l le 05/05 et 53,8 mg/l le 11/05, pour une VLE à 50 mg/l).</p>

Le 18 juin 2025, l'exploitant fournit une version actualisée du tableau du mois de mai, intégrant les résultats des concentrations en toluène et en dichlorométhane, mesurées sur le prélèvement effectué le 28 mai 2025. Les concentrations sont de 31,24 g/L pour le toluène et inférieure à 5,0 g/l pour le dichlorométhane.

Le 27 juin 2025, l'exploitant indique que les résultats des mesures journalières de pH, DCO et COT et mensuelles de toluène et dichlorométhane sont dorénavant saisies mensuellement dans GIDAF. A la date de rédaction du rapport, l'inspection constate que les mesures correspondants au moins de juin ont bien été saisies. L'inspection relève deux dépassements de la VLE pour la DCO au cours du mois de juin : 127 mg/l le 16/06 et 64,1 mg/l le 17/06, pour une VLE à 50 mg/l. Les concentrations en toluène et en dichlorométhane, mesurées le 18/06, sont respectivement sont de 1,2 g/L et inférieure à 5,0 g/l.

Ecart. Absence de mise en œuvre de l'autosurveillance dans les délais prescrits et absence d'information de l'inspection des installations classées des dépassements relevés dans les délais prescrits.

Concernant la présence récurrente de dichlorométhane et de toluène dans les rejets d'eaux pluviales, il avait été prescrit à l'exploitant par APC du 25/06/2013 un programme de réduction des émissions de dichlorométhane et de toluène. L'exploitant avait transmis ce programme et avait indiqué l'avoir mis en œuvre. Dans ce contexte, cette présence récurrente ne s'explique pas. L'examen de l'autosurveillance montre que le 10 décembre 2024, les eaux rejetées au point EP1 présentaient :

- en dichlorométhane, une concentration de 164 µg/l et un flux de 200 g/j
- en toluène, une concentration de 761 µg/l et un flux 1 kg/j.

En réponse à la demande d'explications de l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué le 27/06/2025 :

- concernant le dichlorométhane (DCM), que cette présence était due à un dysfonctionnement de vanne conduisant à un remplissage maximum d'un bassin (P7), à un arrêt de la pompe de relevage qui renvoyait les effluents du bassin en amont (P6), ce dernier se remplissant complètement, une montée en charge du bassin P5 (en amont de P6) qui débordait sur la chaussée avec des écoulements au réseau des eaux pluviales. L'exploitant a indiqué avoir changé la vanne 3 voies et modifié le trop plein du bassin P5 pour qu'il se déverse vers le réseau des eaux usées.
- concernant le toluène, l'exploitant a indiqué que le 10/12/2024, une distillation sous vide d'un mélange éthanol/toluène à l'atelier FA2 a été réalisée. Les eaux des pompes à vide sont orientées vers la station d'épuration. L'exploitant suspecte que le réseau des eaux usées qui relie FA2 à l'entrée de la station d'épuration ainsi que le réseau d'eaux pluviales proche de l'autre réseau présentent des microfuites qui pourraient expliquer les résultats. L'exploitant a donc programmé une inspection télévisée des 2 réseaux lors de l'arrêt technique de cet été qui pourra si les désordres sont confirmés faire l'objet d'un plan de remédiation.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, si les valeurs limites de rejet selon l'article 9.3.10 de l'AMPG "chimie" du 04/10/2024 sont les suivantes :

- 50 µg/l pour le DCM si le flux dépasse 2 g/j ;
- 74 µg/l pour le toluène si le flux dépasse 2 g/j ;

l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 n'autorise pas ces 2 substances dans les rejets d'eaux pluviales de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente qu'il soit satisfait aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2025, l'exploitant assure la surveillance de ses rejets d'eaux pluviales dans les modalités décrites à l'article 4 de ce même arrêté.

L'exploitant présente le bilan des investigations réalisées en lien avec la présence de toluène et de dichlorométhane dans les rejets d'eaux pluviales au point de rejet EP1 et présente son plan d'actions pour y remédier assorti d'un échéancier de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Équipements de surveillance du point de rejet EP1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le point de rejet EP1 défini par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisé est équipé :

- d'une mesure en continu du débit rejeté avec un enregistrement ;
- d'un dispositif de surveillance en continu du pH provoquant une alarme reportée au poste de garde de l'établissement et la fermeture de la vanne d'isolement du point de rejet si la valeur de pH ne respecte pas les limites fixées par l'article 4.3.7 du même arrêté ;
- d'une mesure du COT en continu disposant d'un report d'alarme au poste de garde et dont le seuil déclenchant la fermeture de la vanne d'isolement du point de rejet est fixé en tenant compte de la valeur limite d'émission fixée à l'article 4.3.11 du même arrêté.

Le réfractomètre assurant une mesure en continu et provoquant une alarme reportée au poste de garde et la fermeture de la vanne d'isolement sur dépassement d'un seuil prédéfini en lien avec les obligations de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 et l'étude des dangers susvisés ainsi que les 2 autres dispositifs précités de mesure en continu (pH, COT) sont équipés d'un enregistrement en continu. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique la mise en place d'un nouveau système de prélèvement au droit du point de rejet EP1, proportionnel au débit et permettant la conservation des échantillons à 4°C. L'inspection constate, lors de la visite, la présence de ce nouvel équipement conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011.

Concernant les autres aménagements requis (appareils de mesure avec enregistrement en

continu et asservissement à la vanne d'isolement du point de rejet et report des alarmes), l'exploitant indique disposer d'un devis, daté du 21/03/25 et transmis à l'inspection, et nécessiter un délai supplémentaire du fait du montant représenté. L'exploitant indique solliciter à cet effet une subvention auprès de l'Agence de l'eau Seine Normandie et envisager la réalisation des travaux lors de l'arrêt technique d'août 2025. Par courrier du 18/04/25, l'exploitant formalise sa demande de délai supplémentaire, fixant le 30/09/25 comme échéance .

Le 4 juin 2025, l'exploitant communique à l'inspection 4 bons de commande, en date du 19/05/25, pour la réalisation des aménagements susvisés lors des semaines d'arrêt technique n° 32, 33 et 34, ainsi que l'échéancier pour les règlements correspondants. Il indique le bon règlement de la première échéance, représentant environ 30% du montant total.

Le 28 juillet 2025, l'exploitant indique à l'inspection le respect, à date, de l'échéancier de paiement suscité et confirme la programmation de l'intervention pendant les semaines d'arrêt technique n° 32, 33 et 34.

Ecart. Absence de mise en œuvre des aménagements dans les délais prescrits par l'arrêté complémentaire du 8 janvier 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient l'inspection informée de la bonne réalisation des aménagements dont il a passé commande. En outre, conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2025, il justifie techniquement à l'inspection :

- les seuils d'alarme retenus pour le réfractomètre et le COT-mètre ;
- que ces dispositifs permettent de prévenir les rejets non-conformes compte tenu notamment du temps de fermeture de la vanne provoquant le détournement des eaux vers le bassin de confinement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Explosimètre au point de rejet EP1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

D'après l'étude de dangers du site, dans sa version de décembre 2020, le point de rejet EP1 est équipé d'un explosimètre, qui constitue une mesure de maîtrise des risques permettant de prévenir la pollution du milieu naturel par déversement accidentel (scénario n°10).

Lors de la visite, l'inspection demande à ce que cet explosimètre, doté d'un capteur placé dans la canalisation en amont du point de rejet EP1, soit testé afin de vérifier le bon déclenchement de l'alarme et le détournement des eaux vers le bassin de confinement.

Placé au-dessus d'un flacon de toluène, le capteur présent dans la canalisation n'entraîne pas le déclenchement de l'alarme.

Placé directement à proximité de l'explosimètre, en dehors de la canalisation, le flacon de toluène permet le déclenchement de l'alarme et l'obturation de la vanne de détournement des eaux.

Ecart. Le dispositif de détection n'est pas calibré de manière à pouvoir détecter une fuite de toluène en amont du point de rejet EP1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant modifie son système de détection afin de le rendre suffisamment sensible pour détecter une pollution au toluène en amont du point de rejet EP1. Il justifie techniquement auprès de l'inspection des installations classées que les modifications permettent de prévenir les rejets non-conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Autosurveillance des points de rejet EP2 et EP3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides

Prescription contrôlée :

Dans l'attente qu'il soit satisfait aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, l'exploitant assure :

[...]

- la mesure quotidienne du pH, du COT et de la DCO sur un échantillon prélevé ponctuellement et de façon aléatoire sur les eaux rejetées aux points de rejet EP2 et EP3.

Ces résultats sont déclarés dans l'application GIDAF.

Tout dépassement des valeurs limites d'émission sur l'un de ces points de rejet est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans l'heure suivant son constat par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.

L'ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.11 de l'arrêté du 18 janvier 2011 susvisé ainsi que le toluène et le dichlorométhane est mesuré une fois par mois sur les points de rejet EP1, EP2 et EP3.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la surveillance demandée n'a pas été mise en place pour les points EP2 et EP3. A la suite de l'inspection, l'exploitant ne transmet aucun élément justifiant de la mise en place de cette surveillance.</p> <p>Ecart. Absence de mise en œuvre de la surveillance prescrite aux points EP2 et EP3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre l'autosurveillance prescrite par l'article 4 de l'arrêté du 8 janvier 2025 afin d'appuyer son argumentation quant à la non-nécessité d'équiper le point de rejet EP2 de dispositifs de surveillance en continu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Équipements de surveillance des points de rejet EP2 et EP3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une note technique circonstanciée justifiant que les points de rejet EP2 et EP3 définis par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisé ne nécessitent pas d'être équipés de tout ou partie des dispositifs de surveillance en continu des rejets et d'isolement prescrits à l'article 2 pour le point de rejet EP1 ; - une proposition de calendrier de mise en place des dispositifs robustes permettant de garantir la détection immédiate d'une pollution accidentelle à ce point de rejet et l'isolement dudit point de rejet. Les dispositions (dispositifs de mesure, seuils retenus) et le calendrier proposés font l'objet d'une argumentation technique et, le cas échéant, économique.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le point EP2 ne nécessite pas l'installation d'un système de surveillance, du fait de son approvisionnement provenant exclusivement de précipitations, et non d'eaux de refroidissement comme le point de rejet EP1.</p> <p>De même, il indique que les eaux de toiture du bâtiment 19, seules eaux dirigées vers le point de rejet EP3, vont être détournées vers le bassin de confinement des eaux usées avant le 31 août 2025 et qu'il sera ainsi possible de cimenter ce point de rejet, qui ne nécessite donc pas l'installation d'un système de surveillance.</p>

Par courrier daté du 18 avril 2025, reçu par la DREAL le 28 avril 2025, l'exploitant réitère ces arguments. Il précise en outre que les eaux pluviales de toiture du bâtiment 19 ne représentent qu'un apport hebdomadaire de 11 m³, soit 1,44% de la capacité du bassin de confinement (760 m³), afin de justifier la faisabilité de la solution proposée.

Faute du respect de l'autosurveillance prescrite par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2025, l'inspection ne dispose pas d'éléments appuyant les arguments de l'exploitant quant à la non-nécessité d'équiper le point de rejet EP2 de dispositifs de surveillance en continu des rejets.

Ecart. L'exploitant n'a pas transmis une note suffisamment circonstanciée afin de justifier que le point de rejet EP2 ne nécessite pas d'être équipé de tout ou partie des dispositifs de surveillance en continu des rejets et d'isolement prescrits pour le point de rejet EP1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant appuie son argumentaire quant à la non-nécessité d'équiper le point de rejet EP2 de dispositifs de surveillance en continu sur la base des résultats de l'autosurveillance prescrite par l'article 4 de l'arrêté du 8 janvier 2025.

Concernant le point de rejet EP3, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments permettant de démontrer que le point de rejet a été condamné et que les eaux pluviales de toiture du bâtiment 19 sont détournées vers le bassin de confinement. Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, il porte en outre cette modification de ses installations à la connaissance de l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Suivi des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

Lors de l'inspection du 8 novembre 2024, l'inspection avait constaté que le réfractomètre, la vanne d'obturation au droit du point de rejet EP1 et le bassin de confinement du site OGP1, qui constituent des mesures de maîtrise des risques permettant de prévenir la pollution du milieu naturel par déversement accidentel (scénario n°10), d'après l'étude de dangers du site dans sa

<p>version de décembre 2020, n'étaient pas entretenus et vérifiés comme tel afin de garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique ne pas avoir mis en place une fiche de vie, indiquant les opérations d'entretien et de vérification nécessaires, pour ces différents dispositifs et n'est pas non plus en mesure de justifier de la réalisation de ces opérations (notamment l'étalonnage périodique du réfractomètre).</p> <p>En outre, l'exploitant n'est toujours pas capable de justifier le seuil d'alarme retenu pour le réfractomètre et que l'ensemble de ces dispositifs permettent de prévenir les rejets non-conformes compte tenu notamment du temps de fermeture de la vanne d'obturation.</p> <p>Ecart. Le réfractomètre, la vanne d'obturation et le bassin de confinement ne sont pas suivis et entretenus comme des mesures de maîtrise des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un suivi des mesures de maîtrise des risques mises en place pour éviter la pollution du milieu récepteur.</p> <p>L'exploitant justifie du bon dimensionnement de ces mesures de maîtrise des risques et, le cas échéant, transmet un plan d'actions pour les faire évoluer, afin de prévenir tout risque de pollution du milieu récepteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Produits chimiques, Mise en rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate lors de la visite que les conteneurs de propylène glycol qui étaient placés dans une zone ne formant pas rétention lors de l'inspection du 8 novembre 2024 ont été déplacés. En outre, cette zone a été clôturée et une affiche indique l'interdiction d'y placer des conteneurs. La zone a également été obstruée avec divers objets métalliques afin d'empêcher tout autre stockage.</p> <p>Absence d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Caractéristiques du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 8 novembre 2024, l'inspection avait constaté que le tuyau servant au prélèvement au droit du rejet EP1 était déporté par le flux des eaux pluviales vers la partie amont du réseau et soumis aux remous si bien que son immersion permanente ne pouvait être garantie. Par conséquent, la représentativité des prélèvements ne pouvait pas être assurée.</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate que le tuyau a été équipé d'une crépine afin de le lester et, ainsi, de maintenir son immersion et assurer des mesures représentatives.</p> <p>Absence d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conformité à l'étude de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'étude de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réaction mise en œuvre doit avoir fait l'objet d'un contrôle, réalisé par une personne de l'encadrement nommément désignée, et donnant lieu à un enregistrement, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une étude de sécurité ; - la présence d'un mode opératoire formalisé et validé par les personnes compétentes et nommément désignées ; - la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité ; - l'existence de consignes concernant les opérations à réaliser lors d'un fonctionnement en mode dégradé ou d'une dérive des paramètres de contrôle de la réaction, ainsi que la définition des modalités d'intervention en cas d'incident. [...] <p>Le contrôle de la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité est également réalisé et formalisé avant le lancement de chaque réaction par le responsable de l'atelier ou une autre personne compétente.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la réalisation de ce contrôle pour toute réaction en cours dans les ateliers.</p>
Constats :

<p>En amont de la visite, l'inspection demande la transmission de l'ensemble des éléments de sécurité concernant la synthèse de l'Imexine OV/99.</p> <p>Les documents transmis à l'inspection par l'exploitant comprennent notamment une étude de sécurité, réalisée par la société TÜV SÜD Process Safety, concernant la réaction entre l'Imexine OV/10 et l'acide bromhydrique. Cette étude effectuée en conclusion 4 recommandations.</p> <p>L'inspection vérifie que la fiche de production associée à cette étape de synthèse, également fournie par l'exploitant, tient bien compte de ces recommandations.</p> <p>Absence d'écart.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Fiabilité des disques de rupture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'étude de dangers du site, dans sa version de décembre 2020, les disques de rupture de tous les réacteurs constituent des mesures de maîtrise des risques. L'inspection demande à l'exploitant comment il s'assure de la fiabilité de cette mesure de maîtrise des risques.</p> <p>L'exploitant indique que le fabricant des disques réalise systématiquement des essais d'éclatement afin de certifier les disques fournis, conformément à la norme EN ISO 4162 et la directive 2014/68/UE. A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet le certificat de contrôle correspondant au disque de rupture installé sur le réacteur RE3002, utilisé pour l'étape de synthèse objet du point de contrôle précédent.</p> <p>Absence d'écart.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dimensionnement du système de captation du bromométhane

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'étude de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réaction mise en œuvre doit avoir fait l'objet d'un contrôle, réalisé par une personne de l'encadrement nommément désignée, et donnant lieu à un enregistrement, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une étude de sécurité ; - la présence d'un mode opératoire formalisé et validé par les personnes compétentes et

<p>nommément désignées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité ; - l'existence de consignes concernant les opérations à réaliser lors d'un fonctionnement en mode dégradé ou d'une dérive des paramètres de contrôle de la réaction, ainsi que la définition des modalités d'intervention en cas d'incident. [...] <p>Le contrôle de la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité est également réalisé et formalisé avant le lancement de chaque réaction par le responsable de l'atelier ou une autre personne compétente.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la réalisation de ce contrôle pour toute réaction en cours dans les ateliers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir une étude permettant d'attester que la quantité inférieure d'éthanolamine utilisée en production par rapport à celle prévue dans l'étude de l'efficacité du système de captation permet de garantir le piégeage de toute la quantité de bromométhane dégagé.</p> <p>Ecart. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le contrôle effectué afin de valider les conditions utilisées dans ses ateliers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection une étude permettant de justifier le bon dimensionnement du système utilisé pour la captation du bromométhane.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Tableau d'analyse de risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'étude de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réaction mise en œuvre doit avoir fait l'objet d'un contrôle, réalisé par une personne de l'encadrement nommément désignée, et donnant lieu à un enregistrement, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une étude de sécurité ; - la présence d'un mode opératoire formalisé et validé par les personnes compétentes et nommément désignées ; - la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité ; - l'existence de consignes concernant les opérations à réaliser lors d'un fonctionnement en mode dégradé ou d'une dérive des paramètres de contrôle de la réaction, ainsi que la définition des modalités d'intervention en cas d'incident. [...] <p>Le contrôle de la conformité des installations aux recommandations de l'étude de sécurité est également réalisé et formalisé avant le lancement de chaque réaction par le responsable de l'atelier ou une autre personne compétente.</p>

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la réalisation de ce contrôle pour toute réaction en cours dans les ateliers.
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite objet du présent rapport, l'exploitant transmet à l'inspection le tableau d'analyse des risques correspondant à la réaction entre l'Imexine OV/10 et l'acide bromhydrique, déjà évoquée aux points de contrôle n°9 et 11.</p> <p>Ce tableau indique les potentiels événement initiateurs d'accidents avec, pour chacun de ceux-ci, les causes et conséquences possibles, les mesures préventives et de protection associées, ainsi que la cotation du risque correspondante.</p> <p>Ce tableau mentionne 7 événements initiateurs possibles mais n'évoque pas le potentiel dysfonctionnement du système Venturi et de la colonne d'abattage, malgré le rôle essentiel assuré par ceux-ci afin de prévenir tout rejet gazeux toxique.</p> <p>Ecart. Incomplétude du tableau d'analyse des risques associé à la réaction entre l'Imexine OV/10 et l'acide bromhydrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un tableau d'analyse des risques actualisé, intégrant le potentiel dysfonctionnement du système Venturi et de la colonne d'abattage et précisant, pour chacun de ces événements, les causes et conséquences potentielles, les mesures de prévention et de protection associées et cotant le risque correspondant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Entretien de la colonne d'abattage (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>

<p>Constats :</p> <p>D'après l'étude de dangers du site, dans sa version de décembre 2020, la colonne d'abattage de l'atelier FA1 constitue une mesure de maîtrise des risques.</p> <p>Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique à l'inspection ne pas disposer d'une fiche de vie, traçant les opérations d'entretien et de vérification, pour cette colonne.</p> <p>L'exploitant indique en outre que les charbons permettant de capter les COV sont changés tous les ans, sans toutefois disposer d'analyses permettant de justifier de la pertinence et de la suffisance de cette fréquence.</p> <p>Ecart. La colonne d'abattage n'est pas suivie et entretenue comme une mesure de maîtrise des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un suivi de la colonne d'abattage, qui constitue une mesure de maîtrise des risques, et justifie notamment la fréquence de remplacement des charbons, afin d'éviter toute pollution atmosphérique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixées, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>III-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique que le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques dont il dispose est celui daté du 25/01/21, correspondant au contrôle réglementaire réalisé le 01/12/2020.</p> <p>Il déclare toutefois qu'une campagne de prélèvements a été effectuée en début d'année 2025 et être en attente du rapport.</p> <p>Par courriel du 04/09/25, il transmet à l'inspection deux factures censées correspondre à cette prestation et indique être toujours en attente du rapport.</p> <p>Pour mémoire, l'absence de mesure annuelle des rejets atmosphériques avait déjà été relevée lors de l'inspection du 27/07/2023. Dans sa réponse du 21 novembre 2023, l'exploitant s'était engagé à réaliser une campagne de mesure au plus tard le 28 février 2024 en intégrant les paramètres SO₂, HBr, HCl, H₂S et NH₃.</p> <p>Ecart. Absence du respect de la périodicité de surveillance des rejets atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une autosurveillance de ses rejets conforme aux prescriptions applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>